

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-britanniques, la question des réfugiés, la Grande-Bretagne et l'Union européenne et sur la situation en Syrie et en Libye, à Amiens le 3 mars 2016.

LE PRÉSIDENT : Monsieur le Premier ministre, cher David CAMERON, je voudrais d'abord remercier nos équipes qui ont travaillé pour l'organisation de cette réunion, ce Sommet franco-britannique, le 34ème et remercier toutes les autorités régionales, départementales, locales et notamment la mairie d'Amiens qui nous permet d'être ici aujourd'hui.

Ce 34ème Sommet correspond aussi à un centenaire et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes retrouvés dans ce cimetière de Pozières, là où vous-même, vous étiez venu alors âgé de 16 ans, pour visiter ces lieux de souvenirs, de ce qu'a été l'une des plus féroces batailles, la bataille de la Somme, avec les nombreuses victimes qui hélas, reposent aujourd'hui dans ces cimetières.

Je rappelle que le Commonwealth avait donné un lourd tribut, avait payé un lourd sacrifice, pour que notre pays puisse être défendu et pour que la liberté puisse être préservée. Une fois encore, je veux saluer la mémoire de ces soldats tombés.

Nous avons donc une responsabilité - le Royaume-Uni et la France - de continuer à porter l'esprit de paix et de faire en sorte, là où nous pouvons agir, de joindre nos efforts. Notamment au Conseil de sécurité, puisque nos deux pays sont membres permanents, de manière à pouvoir régler les conflits qui ensanglantent une partie du monde et surtout créent des flux de réfugiés, dont ici nous savons ce qu'ils peuvent représenter.

Nous avons donc, tout au long de ces heures de travail, avec les ministres des Affaires étrangères, comme avec les ministres de la Défense et de l'Intérieur, voulu montrer que la France et le Royaume-Uni partagent les mêmes objectifs et utilisent les mêmes moyens.

C'est vrai pour la Syrie, où nous veillons au respect du cessez-le-feu et nous faisons en sorte que cette période puisse être utilisée pour apporter une aide humanitaire indispensable à des villes qui sont des villes martyrs, je pense notamment à Alep. Egalement faire en sorte que cette accalmie puisse offrir une opportunité pour les discussions et les négociations qui doivent reprendre à Genève.

Nous faisons pression sur tous les acteurs, pour qu'il n'y ait pas de reprise des bombardements et qu'ensuite, il puisse y avoir une vraie négociation, c'est-à-dire que l'opposition puisse y trouver toute sa place et qu'une transition puisse être enfin engagée.

Nous voulons aussi faire pression sur tous les protagonistes de ce conflit et aussi sur la Russie, pour qu'elle comprenne bien que nous avons besoin de sa participation, mais que nous devons aussi exiger d'elle qu'elle comprenne qu'il y a une opposition qui ne se confond pas avec Daech et que notre adversaire, c'est Daech et que le terrorisme, c'est Daech.

Nous disons aussi aux Turcs qu'ils ont également une responsabilité et qu'ils doivent faire en sorte, là aussi, de comprendre que l'intérêt pour la stabilité de la région, c'est un accord.

Nous avons évoqué la Libye parce que nous savons que Daech y a pris des positions, que là encore, nous travaillons ensemble pour qu'un gouvernement puisse enfin être installé et qu'il

puisse y avoir un appel à la solidarité internationale. Appel auquel aussi bien le Royaume-Uni que la France répondront.

Nous voulons, enfin, que nous puissions éviter qu'il y ait davantage de réfugiés. Nous aurons une discussion, ce sera lundi au Conseil européen et nous avons partagé, là encore, les mêmes objectifs. J'aurai l'occasion d'en parler avec Angela MERKEL dès demain. Nous aurons, parallèlement, avec David CAMERON, Angela MERKEL et le Président POUTINE, une discussion sur la Syrie. Mais nous avons à régler la question des réfugiés, à faire en sorte que ces réfugiés puissent être accueillis dignement, au plus près de leur pays d'origine. C'est pourquoi nous devons aider la Turquie, la Jordanie et le Liban. Nous sommes prêts à le faire. Des fonds ont été dégagés, l'Europe a hier encore, dit sa disponibilité et également les engagements financiers qu'elle était décidée à consentir, c'est nécessaire.

Mais nous devons également faire tout ce qui est possible pour qu'il n'y ait pas de transports dangereux pour ces réfugiés. D'où le rôle de l'OTAN et il se trouve que là aussi, nous pouvons agir ensemble. Cela concerne également la Turquie et la Grèce. La Grèce doit être également aidée pour ce qui la concerne, c'est-à-dire ces centres hotspots. Nous-mêmes, nous devons - une fois que ces centres hotspots seront effectifs et pourront permettre des réadmissions, mais aussi des relocalisations, - prendre notre part.

Sur tous ces sujets-là, nous aurons à en débattre lundi, mais vous avez déjà l'esprit de ce que l'Europe doit faire. Elle doit être solidaire, elle doit être efficace et elle doit être unie. Je sais ce que le Royaume-Uni prépare pour ces prochains mois. Nous avons eu l'occasion, deux jours et une nuit, d'en discuter ensemble, avec David CAMERON, quand je dis ensemble, nous n'étions pas que tous les deux, mais nous avons trouvé des formes, des modalités qui permettent au peuple britannique de décider, en conscience, de ce que doit être son avenir.

Je l'ai exprimé, au nom de la France, je souhaite que le Royaume-Uni soit en Europe. C'est l'intérêt du Royaume-Uni, c'est l'intérêt de l'Europe, mais c'est le peuple qui est toujours souverain.

Nous devons aussi agir par rapport à cette question des réfugiés et j'y reviens notamment pour Calais.

La ville de Calais, plus largement toute cette région souffre. Je pense aussi à Dunkerque, Grande-Synthe. Donc nous devons faire en sorte que ces réfugiés qui veulent aller au Royaume-Uni, alors même que le Royaume-Uni ne peut pas ou ne veut pas les accueillir - et je rappelle que le Royaume-Uni n'est pas dans l'espace Schengen - donc nous, nous avons à faire comprendre à ces réfugiés qu'ils peuvent demander leur droit et faire en sorte d'être accueillis en France si ces droits peuvent être reconnus. Mais dans l'attente, c'est une très grande difficulté qui est vécue depuis des mois, aussi bien par les autorités locales que par la population.

Les ministres de l'Intérieur ont beaucoup travaillé et aujourd'hui j'y reviendrais sans doute sur les questions qui seront posées il y a moins de migrants et de réfugiés à Calais qu'il y a quelques semaines. Nous faisons en sorte que ceux y restent puissent être dignement accueillis, mais il y a aussi une étanchéité qui a pu être enfin mise en place pour éviter qu'il y ait des trafics. Il y a d'ailleurs des résultats en matière de lutte de trafic qui sont exemplaires, mais il y a aussi cette question pour nous très importante des mineurs isolés et nous faisons en sorte de pouvoir y répondre, nous en avons discuté ensemble, de manière à ce que ces mineurs qui ont de la famille au Royaume-Uni puissent être accueillis au Royaume-Uni.

Il y a aussi des efforts financiers, mais David CAMERON en parlera, qui doivent être également consentis.

Enfin, nous avons eu des discussions très importantes entre les ministres de la Défense car le Royaume-Uni et la France sont unis par un Traité, le Traité de Lancaster House de 2010 et c'est à partir de ce Traité qu'il y a eu beaucoup de progrès, de volontés communes qui se sont traduites dans des programmes qui ont pu aboutir à ce que par exemple au mois d'avril il puisse y avoir une force franco-britannique qui pourra mener un certain nombre d'actions humanitaires ou d'actions d'intervention. C'est un très beau résultat de ce que nous sommes capables de faire ensemble.

Il y a également sur le plan de ce qu'on appelle les capacités, c'est-à-dire l'industrie de défense, une coopération de plus en plus poussée et enfin vous savez que la France et le Royaume-Uni sont deux pays qui disposent d'une force de dissuasion et nous travaillons ensemble pour que nous puissions en réduire le coût et en améliorer la performance.

Enfin, il y a tout ce qui est sur l'avenir de nos économies, notamment après la Conférence sur le climat. Je remercie d'ailleurs David CAMERON car il y a eu une très bonne participation à tous les niveaux, G7, G20, Union européenne. Le Royaume-Uni a été plus qu'un allié, un partenaire, dans la réussite de cette Conférence. Il faut donc en tirer les conséquences en termes d'énergies renouvelables, mais aussi en termes d'énergie nucléaire, de modernisation, c'est ce qu'on appelle le projet « Hinkley Point ». Je rappelle ici que la France soutient ce projet qui est très important, aussi bien pour le Royaume-Uni que pour la France.

Voilà l'esprit qui nous anime. Nous voulons travailler ensemble, nous sommes deux pays voisins, même si le Royaume-Uni restera toujours une île, malgré ce que nous avons fait pour l'Eurotunnel, nous sommes deux pays voisins, nous sommes deux pays amis, nous avons rappelé l'Histoire, y compris l'entente cordiale. Je confirme ici que l'entente est toujours cordiale et même amicale. Merci.

QUESTIONS/REPONSES

JOURNALISTE (Ben WRIGHT - BBC) (traduction) : Monsieur le Premier Ministre, ceux qui font campagne pour que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne disent qu'avec Calais vous essayez d'effrayer et que la France agit simplement pour que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. Etes-vous d'accord avec votre ministre de l'économie qui dit que la frontière serait différente ?

LE PRESIDENT : La France n'entend pas faire pression sur le peuple britannique pour lui dicter ses choix. Je ne suis pas sûr que cela rendrait service à David CAMERON ou à tous ceux qui veulent que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne si la France exerçait ce type de pression. J'ai vécu, moi aussi, ce qu'était un référendum. Je pense que c'est d'abord aux Britanniques de décider pour leur avenir. Mais je ne peux pas non plus nier les conséquences qu'aurait le choix de quitter l'Union européenne pour le Royaume-Uni, des conséquences pour le marché unique, pour la circulation des produits, pour les relations qui peuvent concerner les personnes. Au-delà de ce qu'aura à dire le peuple britannique, ma responsabilité c'est de travailler avec le gouvernement britannique pour que nous puissions trouver les meilleures solutions pour traiter la question des réfugiés, notamment de ceux qui sont à Calais et à Dunkerque et plus largement parce que c'est une question européenne. Je pense aussi à ceux qui sont en ce moment à Athènes, à ceux qui circulent, je pense à ceux qui sont en Syrie ou en Turquie et qui envisagent d'aller plus loin. Voilà ce que nous avons à régler. C'est une responsabilité éminente, une responsabilité politique parce que, ce qui est en cause ici, ce n'est plus simplement la présence d'un pays dans l'Union européenne c'est l'Europe elle-même qui est en danger.

JOURNALISTE (Camille LANGLADE I-TELE) : Bonjour. Ma question s'adresse à vous Monsieur le Premier ministre et vous Monsieur le Président. Quelles solutions avez-vous trouvées exactement sur le cas des mineurs isolés ? Pourquoi avoir tant tardé à trouver cette solution ? Est-ce que l'enveloppe de 17 millions de livres vous semble suffisante ? Monsieur le Président qu'allez-vous en faire pour Calais ?

LE PRESIDENT : Je vais répondre, parce que madame LANGLADE pose toujours deux questions. Quelle est la responsabilité de la France par rapport à ces personnes qui sont à Calais ? C'est de dire à celles qui relèvent du droit d'asile que tout a été préparé pour les accueillir. Pas seulement à Calais mais dans toute la France, c'est un engagement que j'avais pris, c'était au mois de septembre. Le ministre de l'Intérieur a mis des centres à disposition de ces personnes et fait en sorte que, pour celles qui relèvent du droit d'asile, les formalités puissent être facilitées. Dès lors que les titres peuvent être donnés, les personnes peuvent être mises là où elles seront au chaud, accueillies dans de bonnes conditions et pouvant même espérer une intégration dans notre pays. C'est le devoir que l'on avait à accomplir.

Il y a aussi des personnes qui ne veulent pas rester en France et il y en a d'autres qui ne peuvent

Il y a aussi des personnes qui ne veulent pas rester en France et il y en a d'autres qui ne peuvent pas rester en France, parce qu'elles ne relèvent pas du droit d'asile. Elles doivent, à ce moment-là, être ce que l'on appelle réadmis dans les pays d'origine.

Pour les personnes qui veulent absolument aller au Royaume-Uni, dès lors que le Royaume-Uni a décidé de ne pas les accepter, considérant que le Royaume-Uni faisait autrement pour accueillir les réfugiés, notamment par des politiques de réinstallation - sans aller les chercher en Turquie, en Jordanie, au Liban, - des personnes qui pourraient relever de l'asile & dès lors qu'il n'y a pas de possibilité pour aller au Royaume-Uni, la frontière, c'est-à-dire les voies d'accès sont fermées. Le message que nous devons faire passer, parce que c'est un message de vérité, et c'est aussi un message d'humanité et de dignité, c'est de dire venir à Calais, c'est la certitude de ne pas pouvoir traverser la Manche et d'être sans solution. En revanche, des solutions existent partout en France pour ces personnes-là.

Reste la question des mineurs isolés qui a été posée. Nous avons un suivi de ces personnes, de ces jeunes personnes, nous avons été clairs avec le Premier ministre britannique : quand ces personnes, quand ces jeunes non accompagnés, ces mineurs isolés ont un lien familial au Royaume-Uni, ces jeunes doivent rejoindre le Royaume-Uni, vite et de manière efficace. Nous travaillons pour qu'il puisse y avoir une identification précise, les deux ministres de l'Intérieur le font et ce dont nous avons ici convenu ce matin, c'est que cela devrait se faire encore plus vite et encore plus efficacement.

JOURNALISTE (traduction) : Monsieur le Président, vous semblez dire que l'accord bilatéral entre le Royaume-Uni et la France, qui maintient les personnes à Calais, doit rester en place. Est-ce que cela veut dire que vous n'êtes pas d'accord avec votre ministre de l'Economie. Monsieur le Premier ministre, l'intervention française ce matin, les grandes entreprises et d'autres interventions semblent bien pratiques. Que dites-vous aux électeurs britanniques qui pensent que tout cela a été concocté à dessein ?

LE PRESIDENT : Je ne voudrais pas faire peur, mais dire la vérité. Il y aura des conséquences si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne. Il y aura des conséquences dans beaucoup de domaines, sur le marché unique, sur les places financières, sur le développement économique entre nos pays. Cela ne veut pas dire que tout va s'effondrer, je ne veux pas rester dans cette vision de catastrophe, mais il y aura des conséquences, y compris sur la question des personnes. Cela ne mettra pas en cause nos relations, telles que je viens d'en parler, historiques, amicales entre le Royaume-Uni et la France, mais cela aura des conséquences y compris sur la manière de gérer les situations dont on vient de parler en matière de migration. Il y aura des conséquences. Il n'y a pas de choix où il n'y ait pas de conséquences. Il y a des conséquences si le oui l'emporte, il y a des conséquences si le non l'emporte. Sinon, cela ne servirait à rien de voter. Il faut qu'il y ait des conséquences chaque fois que le peuple s'exprime. Cela vaut d'ailleurs pour toutes les élections.

JOURNALISTE : Une question sur la Syrie : Quelles sont vos informations quant à la trêve sur le terrain, est-elle respectée ? Les conditions sont-elles réunies pour que les négociations reprennent le 9 mars selon vous ? La situation à Alep notamment pose question. Dans la Libye voisine où interviennent les forces spéciales françaises et britanniques combien de temps la communauté internationale va-t-elle attendre un gouvernement d'union nationale avant d'agir ? Merci.

LE PRESIDENT : La trêve est globalement respectée en Syrie. Quand on dit global cela veut dire qu'il y a encore des exceptions et des écarts. Notamment des bombardements venant des alliés du régime sur un certain nombre de localités où il peut y avoir des groupes d'opposition dont certains peuvent être, c'est vrai, islamistes, pour l'essentiel, ils sont dans l'opposition modérée. C'est là que le problème se pose.

Il ne faut pas que la trêve soit utilisée pour renforcer des positions. Il faut que la trêve soit utilisée pour amener les uns et les autres à la négociation, à Genève et pour trouver une solution.

Sur la Libye, nous observons très attentivement ensemble ce qui se passe, notamment les éventuelles progressions de Daech et aussi la présence de combattants étrangers en Libye. Il peut y avoir des transferts de combattants étrangers qui étaient jusque-là en Syrie et en Irak et comme Daech recule, peuvent se projeter ensuite en Libye. De la même manière, nous faisons très

attention à ce qu'il n'y ait pas en Libye, un phénomène qu'avec le printemps, arrivent de nouveaux flux migratoires utilisés par des trafiquants qui généralement sont liés à des groupes terroristes. Nous travaillons là aussi ensemble et plus tôt le gouvernement sera constitué en Libye, plus efficacement pourrons nous agir.

Merci beaucoup, je remercie la mairie d'Amiens et le musée de nous avoir accueillis dans ce lieu prestigieux. Merci à vous.